

Eric Trappier « inquiet par le risque de délocalisation ou le risque que le mouvement de relocalisation se grippe »

« “Le plan de soutien de Bercy va dans le bon sens” », titre **Les Echos** qui ouvre ses colonnes à **Eric Trappier**. Le président de l’UIMM revient sur la récente « prise de conscience que l’industrie est fondamentale », évoquant, après la pandémie, « un véritable réveil dans le monde politique » après « des décennies de désindustrialisation ». « Cette période d’euphorie pour les industriels a duré jusqu’en août ou septembre, au moment où tout le monde a réalisé l’explosion du prix de l’énergie. » Le PDG de Dassault Aviation pointe « une situation paradoxale », à un « point de bascule pour l’industrie ». « Nous continuons à avoir des carnets de commandes bien garnis, à produire mais avec de fortes interrogations sur nos futurs coûts, avec des pénuries de main-d’œuvre et de composants », explique Eric Trappier qui chiffre la facture énergétique de l’industrie : elle pourrait « passer de 15 milliards d’euros en 2019 à près de 60 en 2023. » S’il assure que « les faillites vont refaire surface », il se dit surtout « inquiet par le risque de délocalisation ou le risque que le mouvement de relocalisation se grippe ». « Le monde économique a besoin d’aides, non pas pour empêcher la hausse inévitable des prix de l’énergie mais pour la rendre soutenable », interpelle le président de l’UIMM, ajoutant que « les précisions apportées par Bercy vendredi vont dans le bon sens », même s’il faut convenir « que la facture va rester lourde pour les PME ». « Nous devons être traités sur un pied d’égalité » avec les industriels allemands, ajoute encore le PDG de Dassault Aviation, pour lequel si ce n’était pas le cas, « nous remonterions au créneau à propos du plan français de 10 milliards. » Il se dit « partisan, comme la Première ministre, d’un Buy European Act pour imposer une préférence européenne », qu’Eric Trappier ne définit pas comme « du protectionnisme » mais « du réalisme ». « Si certains bâtissent des barrières, il est normal que nous fassions de même », souligne-t-il. Interrogé sur France 2030, il pointe un plan qui « reste ambitieux » et l’affirme : « malgré les problématiques de compétitivité, je crois en l’avenir de l’industrie française ». Mais il le concède : « la transition nécessaire vers une énergie décarbonée va coûter très cher, il est donc important que France 2030 soit maintenu à un bon niveau », martelant qu’il faut des « des objectifs clairs et tenables ». Il rappelle enfin qu’en France, dans la métallurgie, « les salaires ont augmenté de 3,5 % en moyenne cette année, pour une inflation autour de 6 %. » Et conclut : « avec l’inflation, il y a déjà eu et il y aura des hausses de salaires conséquentes dans les entreprises qui le peuvent, mais ce qui ne veut pas dire des hausses inconséquentes ». (Les Echos, p.4)